



# Gladys Marín n'est plus !

Le dimanche 6 mars, s'est éteinte d'un cancer au cerveau l'ex-Secrétaire Générale du Parti Communiste chilien, Gladys Marín Millie, figure de premier plan du gouvernement de Salvador Allende (1970-1973), un des grands symboles de l'opposition à la dictature (1973-1990) et critique implacable des ambiguïtés des gouvernements de « transition à la démocratie ».

Née en 1941 dans une famille paysanne, elle part pour Santiago en 1953 pour faire ses humanités. Gladys participe d'abord à la Jeunesse Ouvrière Catholique ; après avoir participé à un mouvement contre l'expulsion du Chili d'un groupe d'étudiants péruviens, elle adhère au Parti Communiste, qui venait d'être légalisé après une décennie de clandestinité. Très vite, elle est élue présidente de l'association d'étudiants. Ensuite, elle travaille dans une école pour enfants handicapés et épouse l'ingénieur Jorge Muñoz, père de ses deux enfants. Ils deviendront permanents du Parti Communiste : en 1962, Gladys Marín est élue au Comité Central ; en 1965, à l'âge de 23 ans, elle devient présidente de la Jeunesse Communiste et est élue députée. Elle sera réélue en 1969 et en 1973.

Lors du coup d'Etat de 1973, Gladys tente en vain de résister. S'inclinant devant une décision du Parti, elle trouve refuge dans l'ambassade du Pays-Bas où elle reste neuf mois. Une fois exilée, elle séjourne au Luxembourg et à Moscou. En 1976, elle apprend que la DINA a arrêté la direction du PC, dont son mari Jorge Muñoz. Elle ne le verra plus jamais. Le nom de Jorge figure dans la longue liste de détenus disparus.

En 1978, Gladys retourne clandestinement au Chili pour organiser une nouvelle direction du Parti et participe activement à l'organisation des luttes sociales. Elle aura une influence décisive dans le virage politique du Parti en 1980 : la politique du front antifasciste est remplacée par la « rébellion populaire de masse » qui comprend des actions de guérilla. Tardivement le Parti appelle à s'inscrire et à voter « No » lors du référendum de 1988.

Pendant les gouvernements de transition, Gladys critique la poursuite des privatisations et est la première à introduire une action en justice contre Pinochet, en janvier 1998. Plusieurs centaines de plaintes suivront. Son dernier combat politique d'envergure est probablement sa candidature à la présidence de la République en 1999. Malgré un décevant 3,3 %, la portée de son message reste. Aux élections municipales de cette année 2005, le front « Podemos » (*Nous pouvons*), animé essentiellement par le PC, obtient le score surprenant de 9,2 %.

La vie de Gladys est devenue un symbole pour une large majorité de Chiliens, surtout pour les plus jeunes en quête de dirigeants conséquents. Mme Allende, la veuve du Président, a assisté à son enterrement à Santiago. L'actuel président Ricardo Lagos également. Tout comme 500.000 personnes, pour lesquelles la vie de Gladys Marín porte un message d'avenir.

Jorge MAGASICH

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

# le drapeau rouge

Numéro 5  
mars 2005  
1 €

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

## Editorial

La tournée européenne de George W. Bush, en février, avait comme objectif déclaré d'entériner la réconciliation transatlantique et, en ce sens, on ne peut pas dire qu'elle ait échoué, bien au contraire. En effet, Paris et Berlin ont fait preuve, sous la pression de Washington, d'un esprit de repentance remarquable. Finis donc les gestes d'irrévérence d'il y a deux ans lorsque ces diplomates, avec celle de la Belgique, avaient osé esquisser lors de l'agression contre l'Irak une résistance aux diktats de la Maison Blanche. L'épisode syrien, après celui de l'Ukraine et avant, probablement, celui de la Biélorussie, illustre le sens aigu de docilité de l'Europe envers les instructions de Washington et ne fait que témoigner de la continuité des abandons de la diplomatie européenne en faveur des objectifs géopolitiques étasuniens.

Pourtant, les dirigeants européens savent bien que Bush durcit sa politique (pour autant qu'il puisse encore la durcir) en même temps qu'il multiplie les mimiques de réconciliation vers ceux dont il a besoin pour exécuter les basses œuvres de ses desseins impériaux. La toute récente nomination de John Bolton comme ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU et celle de John Negroponte comme chef suprême de l'ensemble du système sécuritaire américain n'en sont que la grossière confirmation. Le terme « grossier » n'est pas exagéré ici, puisque ces deux personnages ont un lourd passé répressif, chargés qu'ils furent, en des moments divers, de la sanglante répression des mouvements populaires en Amérique Centrale.

Mais cette visite a su aussi montrer la force, l'enthousiasme et la jeunesse d'un esprit de résistance et de révolte face au grand dictateur de notre temps. Les milliers de citoyens ayant afflué à Bruxelles – sur les marches de la Bourse, face à l'ambassade étasunienne et au quartier européen – pour manifester leur répugnance pour la politique impérialiste des Etats-Unis et de son actuel président ont montré que la résistance et son esprit sont, plus que jamais, à l'ordre du jour.

C'est aussi le sens de la grande manifestation de ce 19 mars où les rues de Bruxelles accueillent à nouveau les

jeunes, les travailleurs, les chômeurs, les retraités, tout le peuple démocratique qui ne se résigne pas à accepter, sans le moindre débat démocratique, ce Traité constitutionnel, destiné à façonner l'Europe de demain au seul bénéfice des financiers et du grand patronat. A nous d'associer cet esprit de combat au nécessaire renforcement de notre parti et de sa presse pour être prêts pour les prochaines batailles. Le 19 mars, le printemps a rendez-vous avec nos luttes !

## Sommaire

**Jean-Maurice Dehousse :**  
« La Constitution ignore le service public et sacralise la concurrence »  
Interview par Pierre EYBEN  
pages 2 et 3

**Qui veut nucléariser la défense européenne ?**  
Pierre PIERART  
page 4

**Daniel Féret et « son FN » : une espèce en voie de disparition ?**  
Manuel ABRAMOWICZ  
page 5

**Voile islamique : bon à savoir**  
Alain DE KUYSSCHE  
pages 6 et 7

**Eau : les joies mondiales de la privatisation**  
Ab. BUSONI  
pages 8 et 9

**La violence, la démocratie et l'espoir**  
Jean BRICMONT  
pages 10 et 11

**Irak: Le point de vue du P.C. irakien**  
Raid FAHMI  
pages 12 et 13

**Uruguay : Le rendez-vous de la gauche avec son peuple**  
Tabaré VASQUEZ  
page 14

**Chavez : « Inventer le socialisme du XXIe siècle »**  
Frédéric LEVEQUE  
page 15

**Communistes dans les luttes**  
S. BAGUET & J.P. MICHIELS  
pages 16,17 et 18

**Actualité du jazzman Michel Mainil**  
Sandro BAGUET  
page 19

**Gladys Marín n'est plus**  
Jorge MAGASICH  
page 20

le drapeau rouge: 9, rue Rouppe -1000 Bruxelles - Bureau de dépôt: 1000 Bruxelles 1 - Numéro d'agrégation: 405.266 - BC 9768

le drapeau rouge

### Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois  
Adresse: 9, rue Rouppe - 1000 Bruxelles  
Tél: 02/503.35.80 - Fax: 02/503.34.96  
Adresse électronique : [dr@belgi.net](mailto:dr@belgi.net)

Abonnement annuel : 12 €- Etranger : 16 €  
Envoyé sous enveloppe fermée  
Abonnement de soutien : 25 et 50 €  
Chômeurs, étudiants : 8 €  
ING: 310.1877676-36

Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication

Convaincus de l'enjeu majeur que représente la Constitution européenne, nous poursuivons nos rencontres avec diverses personnalités progressistes pour les interroger sur leur engagement en faveur d'un « non de gauche » à la constitution. Après l'interview de la députée fédérale Zoé Genot (Ecolo) dans le DR4, nous ouvrons cette fois nos colonnes à Jean-Maurice Dehousse, député européen sortant du PS.



**DR : Quels sont les éléments essentiels qui motivent votre opposition au Traité constitutionnel européen actuellement proposé ?**

**JMD :** Je pointerais en premier lieu des raisons fonctionnelles. Avoir une Commission avec un commissaire par Etat est suicidaire parce que l'on perd le pluralisme des appartenances politiques qui existait dans les grands Etats et qu'on va se retrouver avec une Commission beaucoup plus partisane. D'autre part, on s'est rendu compte qu'avoir 25 commissaires aujourd'hui et à terme 27, 30, probablement 40, n'était pas une bonne forme de gouvernement. On a donc prévu de restreindre le nombre de commissaires par un système stupide qui est la rotation. On peut ainsi imaginer, avec ce traité, faire sortir la France pendant 5 ans de la Commission, puis l'Allemagne, voire même les deux ensemble, ce qui serait le sommet de la déraison. Cela n'a pas de sens pour une personne de mon âge qui a connu la guerre 40-45 et pour qui l'Europe, c'est d'abord la paix et la réconciliation de la France et de l'Allemagne. La solution n'est pas non plus une sorte de directoire avec un président et un vice-président qui soient systématiquement un Français et un Allemand. France et Allemagne sont l'alpha de l'Europe mais ils ne doivent pas en être l'alpha et l'omega. D'autre part, la Yougoslavie ayant explosé, pour le meilleur ou pour le pire, je ne juge pas, on peut envisager avec ce système avoir 5, 6 ou 7 ministres ex-yougoslaves pour un seul Belge. On pourrait de même avoir 5, 6 ou 7 juges yougoslaves pour un seul Français. Et on aurait, au moins jusqu'en 2014, au minimum 3-4 commissaires yougoslaves pour (au mieux) un seul commissaire allemand. C'est de la folie furieuse. Une Commission comme celle-là ne pourra jamais préparer un budget sérieux.

Deuxième type de raisons : les raisons américaines. Je n'ai jamais été un anti-Américain viscéral, mais voir dans un traité européen qu'en matière de défense l'on s'engage à ne rien faire sans

consulter l'OTAN, alors que chacun sait que l'OTAN, c'est l'Europe et l'Amérique. On nous propose donc sans rire de consulter George Bush. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas le moment.

En troisième lieu, il y a aussi ce que le Traité ne contient pas. Rien sur le climat. Y a-t-il quelqu'un en Europe qui pense que le dérèglement climatique de la planète va être corrigé par les gouvernements agissant séparément ? Non. Il est fou de prévoir un nouveau Traité sans prévoir un point aussi important. D'autre part, l'eau commence à manquer dans certaines régions d'Espagne et d'Italie, et c'est le moment que l'on choisit, sur le plan économique, pour dire que ce que l'on adore plus qu'un Dieu, à défaut d'avoir une référence dans le préambule, c'est la concurrence. Donc, dans les 50 années à venir, nous allons vers un monde et vers un continent, l'Europe, qui vont avoir des problèmes avec l'eau et nous disons que nos enfants devront faire confiance à Nestlé et aux grands trusts, car l'on n'admettra plus le rôle des pouvoirs publics, parce qu'il porte atteinte à la concurrence même dans un domaine comme celui-là. C'est inacceptable. Enfin, l'absence totale d'Europe sociale est absolument insupportable. Je me souviens de Jacques Delors qui, au moment de Maastricht, disait « donnez-nous le Traité de Maastricht et nous ferons de la politique sociale ». En Belgique, Glinne a demandé que l'on n'accorde pas la monnaie unique sans politique sociale et Spitaels lui a répondu la même chose. Et c'est à nouveau ce qu'on nous dit aujourd'hui et moi je ne veux pas aggraver davantage la situation.

**DR : Ces dérives ultra-libérales européennes concernant la concurrence sont-elles nouvelles ?**

**JMD :** Les dérives ont commencé en 1957 et se sont accélérées à partir de 1989, mais elles n'ont jamais atteint un niveau aussi grave que dans le nouveau

projet. Pour ma part, comme je l'ai dit aux amis français, je ne suis pas prêt à gommer au fronton des mairies « liberté, égalité, fraternité » pour le remplacer par « liberté, égalité, concurrence ». Je n'ai pas la nostalgie du système soviétique et je pense qu'il y a des tas de choses, et notamment le superflu, qui

## Jean-Maurice « La Constit le service publ la concu

peuvent être parfaitement gérées par le marché mais je veux que le marché soit contrôlé, sinon c'est la loi de la jungle où le puissant mange les uns après les autres. Je peux parfaitement vivre dans une économie de marché mais je veux un équilibre des pouvoirs. Avec ce texte, nous sommes loin du compte et notamment en ce qui concerne la Banque centrale. Contrairement aux Américains, le Parlement européen n'a aucun pouvoir sur la Banque Centrale européenne et le nouveau traité aggrave la situation.

**DR : N'y a-t-il véritablement rien de valable dans ce texte ?**

**JMD :** Si, par exemple, l'accroissement des pouvoirs du Parlement Européen. Mais tout cela est contre-balancé par le fait que le Parlement resterait le seul parlement au monde, à ma connaissance, qui n'a pas le droit de faire une proposition de loi et doit faire confiance à la Commission, et qui n'a pas le dernier mot dans le processus législatif, cette prérogative revenant au Conseil des ministres. C'est un peu court par rapport aux exigences démocratiques.

Les partisans du « oui » font grand cas du fait que l'on a inscrit le plein emploi dans les objectifs de ce Traité. Mais dans les objectifs du Traité de Nice, on parlait déjà de « maintenir le haut niveau de l'emploi » et cela s'est traduit par 18 millions de chômeurs. Il y a une grande différence entre les objectifs et les politiques qui sont menées.

**DR : Quel sort le Traité constitutionnel réserve-t-il aux services publics ?**

**JMD :** Dans le « mauvais » Traité de

Envie de beau jazz ? Jetez-vous sur « Water and other games », l'album 10 titres du Michel Mainil Quartet. Expérimenté et talentueux, Michel Mainil a joué avec Steve Houben, la chanteuse roumaine Anca Parghel ou le Barre Phillips Project (USA – Belgique). Il s'est produit en France, Hollande, Grande-Bretagne, Maroc, Cameroun, Pologne et Québec. Il a aussi à son actif pas mal de compositions musicales réalisées pour le cinéma, le théâtre et l'audio-visuel. Petit entretien.

**Le Drapeau Rouge :** Cette passion pour le jazz, la clarinette et le saxo..., ça te vient d'où ?

**Michel Mainil :** Adolescent, j'étais un fan de Led Zeppelin et Deep Purple. J'ai découvert aussi Pink Floyd et Soft Machine, ce dernier étant déjà annonciateur de pas mal de musiques actuelles. Je ne faisais pas de musique à l'époque. Puis, j'ai rencontré, à travers un orchestre de variété que dirigeait mon oncle Jean Spinato, un musicien de la région qui faisait du jazz. Il m'a communiqué sa passion et, petit à petit, j'ai délaissé mes vinyles rock pour Duke Ellington, Miles Davis, John Coltrane... Tout cela m'a donné envie d'étudier la musique et de pratiquer un instrument. J'ai fait ensuite le parcours « académie », suivi du Séminaire de jazz du Conservatoire de Liège. J'ai eu la chance de pouvoir être engagé dans différents groupes dès mes débuts, ce qui était très motivant pour continuer à apprendre.

**DR :** Peux-tu nous parler de « Water and other games » ?

**MM :** J'ai fait partie de bon nombre de groupes, de dizaines de projets et j'ai enregistré des centaines de morceaux, mais jamais en tant que leader. Je crois qu'il était temps de réaliser un premier album. C'est à la suite d'une discussion avec Mario Benvenuto qui mettait sur pied l'asbl ARAM<sup>(1)</sup> que j'ai pris la décision. Le choix du répertoire reflète un peu mon parcours... assez éclectique.

## Actualité du jazzman Michel Mainil



**DR :** Des musiciens qui composent ton Quartet ?

**MM :** Ils sont magnifiques ! Alain Rochette, José Bedeur, Antoine Cirri sont également des musiciens "tout terrain" !

**DR :** Tu participes au spectacle *Caussimon en trois mots* (Collectif Théâtre). Jean-Roger Caussimon et Léo Ferré ? Tu apprécies ?

**MM :** J'adore. J'avoue que je ne connaissais pas très bien Caussimon. C'était une personne très modeste, effacée, souvent restée dans l'ombre des grands.

Grâce à ce projet, porté par Jean-Claude Derudder – merveilleux

comédien –, nous espérons pouvoir rendre hommage à ce grand monsieur qu'était Jean-Roger Caussimon. Les musiciens du spectacle sont tous polymorphes. Nous y avons apporté notre touche personnelle sur le plan musical. Nous avons donné une vingtaine de représentations et le public était unanime. Une reprise est prévue au printemps 2006.

**DR :** Tu as participé récemment au concert marathon louviérois « Tous unis pour les victimes du Tsunami ». L'engagement ne te fait pas peur ?

**MM :** Non au contraire. Je crois qu'un artiste est par nature quelqu'un d'engagé. Pour monter sur une scène, composer, écrire, peindre, il faut être quelque part engagé. Tout en refusant, comme le disait Léo Ferré, de s'engager pour qui que ce soit. Par rapport à la catastrophe du Tsunami, je suis assez nuancé. C'est un drame horrible. Comme le génocide du Rwanda, du Timor Oriental, comme la situation dramatique que traverse aujourd'hui le Darfour et bien d'autres régions encore. Je regrette amèrement que les gens fassent des choix dans leur potentiel de mobilisation.

**DR :** Qu'est-ce qui t'énerve particulièrement dans l'actualité du moment ?

**MM :** L'impuissance générale face à l'hégémonie américaine partout dans le monde. C'est scandaleux.

Propos recueillis par Sandro BAGUET

<sup>(1)</sup> Aide à la Réalisation d'Activités Musicales. Cette initiative repose sur le constat de carences en matière de structure d'enregistrement correcte et abordable en région du Centre.

Le site web du Michel Mainil Quartet : <http://www.michelmmainil.be/>

Photo : © Jean-Pol STERCQ

Notre camarade Stéphane souligne que « le droit de grève est en péril, il est temps que les politiciens qui se disent à gauche défendent les travailleurs et arrêtent d'accepter les revendications patronales. Les communistes doivent clamer haut et fort leur révolte face à ce nouvel épisode d'injustice sociale ! »

Ici, c'est d'un côté des travailleurs qui refusent la perte de 284 des 840 emplois de l'entreprise. Et de l'autre une multinationale, pesant 1,9 milliards d'euros, qui licencie et envisage de délocaliser. Pot de fer contre pot de terre ? Non. Lutte des classes ! Cette lutte oppose les classes sociales aux intérêts antagonistes inconciliables, la lutte ininterrompue entre la classe des exploités et celle des exploités. Entre le prolétariat et la bourgeoisie. La résistance face à ce patronat qui s'efforce de perpétuer par tous les moyens sa domination.

### CHARLEROI

Glacial 25 janvier. Mais chaud au coeur de la manif ! Trois à quatre mille personnes dans les rues du Pays Noir. Nos beaux drapeaux flottent dans le vent. Pas mal de camarades autour. On distribue notre tract. On croise des délégations syndicales d'un peu partout. La FGTB du Centre est là. Chouette groupe. Les fédérations de Charleroi et du Centre du Parti Communiste sont venues apporter leur totale solidarité avec les travailleurs d'AGC et avec les droits qu'ils défendent. Pour les communistes, cette manifestation ne peut rester sans lendemain. Le combat pour garantir le droit de grève et les libertés syndicales continue. Leur garantie est désormais une question éminemment politique.



### LA LOUVIERE

Un samedi matin. La section louviéroise est sur le marché. Un drapeau du Parti, un autre des JC. Un tract autour de la gratuité des transports en commun. De la bonne volonté. La presse régionale présente (Le Soir, La Nouvelle Gazette, Antenne Centre Télévision).

Et voila une action réussie qui nous a permis de mettre en avant et de populariser quelques idées fortes : l'impôt sur les grosses fortunes, la réorganisation de l'espace public (centre-ville enfants admis, pistes cyclables, espaces verts), la justice fiscale. Mais aussi la réduction des aides aux multinationales au profit des communes, l'arrêt de l'agression publicitaire dans les transports publics, les facilités d'accès aux personnes âgées, à mobilité réduite, avec enfants.

« Ce développement s'avère nécessaire étant donné l'encombrement des villes. A La Louvière, un plan de mobilité existe, mais il serait intéressant d'y insérer une place pour les TEC, notamment en généralisant les avantages accordés aux personnes âgées aux familles à revenus moyens. Jean-Pierre Michiels évoque la difficulté pour ces familles de payer deux abonnements au TEC pour permettre à leurs enfants d'aller à l'école » (2)

Sandro BAGUET & Jean-Pierre MICHIELS  
Photos : Dalvy

(1) [www.lesoir.be](http://www.lesoir.be) du 20/01/05

(2) Le Soir du 15/01/05

Nice, dont les socialistes officiels se sont félicités à l'époque et qu'ils présentent aujourd'hui comme un épouvantail vers lequel nous risquons de retomber si le Traité constitutionnel n'est pas adopté, le service public était expressément cité comme une « valeur » de la Communauté et devait donc être respecté

## e Dehousse : ution ignore lic et sacralise rrence »

comme tel. Ceci est supprimé par le nouveau texte. Notons d'ailleurs que l'on ne risque pas de retomber dans le Traité de Nice, on est dedans sans que personne n'ait le mal de mer de façon épouvantable. Dans le Traité Constitutionnel par contre, la notion de service public n'apparaît même plus, si ce n'est dans l'article 138 où il est discrètement mentionné dans le domaine des transports. Et la sacralisation de la concurrence a pour effet d'interdire les services publics. Cette seule raison suffit selon moi pour refuser ce texte. Je ne veux pas vivre dans un système qui interdit les services publics.

**DR : Que proposez-vous comme alternative ? Un texte adapté, un autre texte, rien ?**

JMD : Les princes qui nous gouvernent ont signé à Rome un document que l'on a envoyé pour ratification aux Etats membres. Les Etats membres vont donner un accord ou le refuser, les uns par la voie parlementaire (Allemagne) et les autres par la voie référendaire. Dans certains cas, le référendum est obligatoire (Irlande), dans d'autres il ne l'est pas mais est prévu (France) et dans certains enfin la loi va être adaptée pour qu'il puisse avoir lieu (Pays-Bas). Pourquoi le citoyen devrait-il inventer une alternative ? Quand on a consulté en Belgique en 1950, on a demandé aux gens s'ils pensaient que le roi Léopold III était toujours en état de régner. On ne leur a pas demandé s'ils voulaient un autre roi, un régent, une République... Nous n'avons pas à faire des contre-propositions. C'est un argument de cuisine. Des contre-propositions, on peut en faire 13 à la douzaine. On vote ici sur le point de savoir si on veut aggraver la situation ou non, pas sur d'éventuelles contre-propositions.

**DR : Quelle est votre position par rapport à la demande de consultation populaire formulée par ATTAC ?**

JMD : Je suis pour et je l'ai contresignée, comme j'en ai signé d'autres et lancé moi-même quelques-unes.

**DR : Que pensez-vous de celles et ceux qui disent que le référendum est un outil de droite ?**

JMD : Il n'y a pas d'outil de gauche ou de droite. Le pic à glace qui a assassiné Trotski n'était ni de gauche ni de droite. Le référendum de 1947 qui a établi la République italienne n'était pas une action de la droite ; et le référendum récent qui vient de permettre aux Suisses de protéger leurs services publics n'était pas non plus une mesure de la droite.

**DR : Pensez-vous que si les journaux ne parlent pas de ce thème, c'est d'abord parce qu'il n'intéresse pas la plupart des citoyens et parce que ceux-ci ne font pas encore le lien entre les décisions européennes et les conséquences sociales et écologiques au niveau local ?**

JMD : Il y a trois ans, beaucoup de personnes ne voyaient pas la réalité de l'Europe. Depuis l'euro, ce n'est plus vrai.

**DR : Où en est le débat au sein du PS ?**

JMD : On avait promis un grand débat : il ne s'est jamais fait et le Bureau du Parti a pris position avant les Fédérations. On a convoqué un Congrès pour entériner. Avec le résultat prévisible d'une grande insatisfaction.

**DR : Cette Constitution n'est-elle pas la conséquence logique des précédents Traités (Maastricht, Nice, ...) ? N'est-elle pas tout simplement le reflet de la réalité de l'Europe actuelle (et passée), une Europe essentiellement économique, financière, néo-libérale ?**

JMD : Non, je pense que l'on pouvait s'attendre à autre chose. Les conclusions du sommet de Laeken pointaient comme objectif le fait de réduire le déficit démocratique européen, mais la Convention, dans laquelle Giscard d'Estaing a joué un rôle très important, a détourné cet objectif. Et il est piquant de

se dire que c'est Lionel Jospin qui a soutenu la candidature de Giscard, au détriment de Delors, sans doute afin d'éviter que celui-ci ne lui fasse de l'ombre à gauche.

**DR : Cette Constitution arrive au moment où la majorité des 25 gouvernements de l'UE sont de droite ou de centre-droit. Mais pourquoi l'UE des 15, lorsqu'elle était dirigée par une large majorité de coalitions de gauche et de centre gauche, n'a-t-elle pas opéré un virage à gauche, plutôt qu'avaliser une politique extrêmement libérale ?**

JMD : La réalité des groupes politiques européens est différente de celle des gouvernements nationaux. Le PS européen, par exemple, est un véritable ectoplasme. En cinq ans, j'ai reçu une seule lettre du président du parti socialiste européen. C'était pour me dire de voter le rapport Leinen. Ce rapport n'est pas bien connu du grand public, mais vous serez intéressé d'apprendre que c'est le rapport qui s'occupe du financement des partis politiques. D'ailleurs, une chose à savoir également concernant la bonne opinion de certains par rapport à ce Traité constitutionnel est que celui-ci organise le subventionnement des partis politiques européens.

**DR : Aujourd'hui, le PS milite contre la directive Bolkestein. Quand on sait que le commissaire Philippe Busquin a voté en sa faveur à la Commission, n'est-ce pas avant tout un écran de fumée un peu hypocrite afin d'éviter le débat sur la Constitution ? La Constitution ne contient-elle pas 100 Bolkestein en puissance ?**

JMD : Je pense que Philippe Busquin est quelqu'un de fondamentalement intègre... mais ce n'est pas un gauchiste. On ne peut pas dire que sa présidence du PS ait été synonyme de virage à gauche pour le parti. Cependant, je ne sais toujours pas si, en tant que Commissaire, il a voté en faveur du projet de directive Bolkestein mais ce que je sais, c'est que le projet dit de Constitution dit la même chose que la directive Bolkestein, avec toute la force supplémentaire d'un traité. Il n'y a donc pas à choisir entre le traité et la directive : il faut les repousser tous les deux.

Propos recueillis par Pierre EYBEN

Des socialistes opposés à la constitution s'expriment sur le net.  
Voir: <http://www.comitepourlenonalaconstitutioneuropeenne.be/> et <http://www.nonalaconstitutioneuropeenne.be/>

Lors du débat sur la « Constitution européenne » sur la deuxième chaîne de la télévision française, ce jeudi 17 février, Monsieur Strauss-Kahn a déclaré que la défense européenne sera dans l'avenir une défense basée sur la dissuasion nucléaire. Ce que Chirac avait insinué il y a une dizaine d'années est confirmé par un responsable socialiste ! Strauss-Kahn a lâché le morceau sur un sujet tabou et cela à trois mois de la révision du TNP dont apparemment il se fiche éperdument. Ainsi donc la France (ni Chevènement ni le journaliste modérateur n'ont manifesté le moindre étonnement) se croit autorisée à imposer l'armement atomique aux 25 membres de l'Union européenne parmi lesquels six pays qui ne sont pas membres de l'OTAN (Suède, Irlande, Finlande, Autriche, Chypre et Malte).

Cette vision de nucléariser l'armée européenne fait partie de la philosophie des états-majors des pays membres qui planchent sur l'avenir de la Politique Européenne en matière de Sécurité et de Défense (PESD). Ainsi donc, une armée annoncée comme devant soutenir les « interventions humanitaires » ou intervenir dans la prévention des conflits pourrait devenir une machine de guerre dotée de surcroît de l'arme nucléaire. Ce concept du parapluie nucléaire est également partagé par plusieurs de nos hommes politiques en Belgique : rappelons-nous les déclarations faites à la Chambre lors du débat sur la reprise des essais nucléaires à Mururoa décidée par Chirac. Le président de la Chambre de l'époque déclarait de façon très sincère et inconsciente qu'il ne voyait pas comment l'on pourrait éviter la dissuasion nucléaire à l'Europe !

Dans le domaine des armes nucléaires une étude du *Natural Resources Defense Council* estime qu'il y a encore 480 bombes nucléaires B61 hébergées en Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie. Certains responsables européens veulent les garder ! Quelle serait la position de la Cour de Justice européenne si on lui posait la question de la compatibilité d'une Europe de la dissuasion avec le TNP et plus particulièrement les articles I et II ? On peut présumer que les juristes de Luxembourg répondraient que l'UE n'a pas cru nécessaire de signer le TNP et que par conséquent la question ne doit pas être posée. Preuve supplémentaire que le TNP n'est pas la tasse de thé de nos responsables politiques. Connaissent-ils seulement

## Qui veut nucléariser la défense européenne ?

le contenu de ce traité ?

Il est donc devenu indispensable de secouer nos parlementaires et exiger qu'ils posent, avant la révision du TNP en mai, quelques questions au gouvernement qui, nous l'espérons, répondra suffisamment clairement et prendra des dispositions favorables à l'élimination des bombes B61.

- Le gouvernement a-t-il signé des accords secrets avec l'OTAN ? Quand ont-ils été signés et en quoi consistent-ils ? Pour combien de temps ces accords sont-ils d'application ?

- Le gouvernement a signé un ou plusieurs accords concernant l'hébergement de bombes nucléaires à gravité à la base américaine de Kleine Brogel (Limbourg) dans le cadre des missions de l'OTAN ; ces missions comportent des exercices ou simulations de bombardements nucléaires. Où et quand s'effectuent ces missions ? Combien de pilotes et de chasseurs-bombardiers F16 sont-ils affectés à ces simulations criminelles ?

- La base de Kleine Brogel disposerait de 11 bunkers pouvant contenir chacun 4 bombes B61. Combien de bombes nucléaires la Belgique détient-elle sur son territoire en infraction avec l'article II du TNP qu'elle a signé ?

- Pourriez vous préciser la position juridique de la Belgique vis-à-vis du droit international ainsi que vis-à-vis

de la déclaration de la Cour Internationale de La Haye de juillet 1966 ?

- Le gouvernement belge est-il prêt à adhérer à l'article VI du TNP dans son application la plus rigoureuse, c'est-à-dire les 13 points proposés par la *New Agenda Coalition* et repris par le réseau international des villes et des municipalités ayant déclaré leur solidarité avec le maire d'Hiroshima <sup>(1)</sup> ?

- Le gouvernement belge est-il prêt à demander avant le mois de mai le départ des bombes nucléaires B61 ? Cette demande nous semble évidente suite à la déclaration au *New York Times* du commandant du SA-CEUR (*Supreme American Command in Europe*), le général Jones, disant qu'il est possible de retirer ces bombes.

En vertu des articles II et VII du TNP la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie peuvent exiger le retrait des bombes B61 et déclarer leurs territoires dénucléarisés à l'instar de l'Amérique du Sud (Traité de Tlatelolco) et du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga).

Pierre PIÉRART

<sup>1)</sup> À ce jour plusieurs dizaines de bourgmestres de Flandre et de Wallonie ont marqué leur solidarité avec le maire d'Hiroshima ; la campagne continue.

### Bombe-spotting XL

Le 16 avril, se tiendra le Bombe-spotting XL annoncé de longue date. Rappelons qu'il s'agit d'une triple action strictement non-violente (à l'OTAN à Bruxelles, au SHAPE à Mons et à la base militaire de Kleine Brogel) destinée à protester contre la présence de bombes nucléaires sur le sol belge et la politique nucléaire de l'OTAN. Des contacts dans toutes les grandes villes du pays organisent le transport vers les lieux de rassemblement. Pour tout renseignement, visitez [www.bomspotting.be](http://www.bomspotting.be), téléphonez au 0474 61 93 69, écrivez à [wallonie@bomspotting.be](mailto:wallonie@bomspotting.be).

intégral dans DR4). Mais quand fera-t-on le compte des gaspillages qu'ont constitués ces aides aux entreprises sans contrôle ? Colère à fleur de peau quand on y pense !

### Provocation

Quelques jours plus tard. Et voilà, ça y est la justice de classe, des riches, est à l'œuvre ! Flics flamands armés jusqu'aux dents, autopompes, un camion-bélier, barrages ..., les grévistes sont déplacés, refoulés à 100 m de l'entrée de l'usine, nez à nez avec des matraques monstrueuses (sans rigoler ... elle font bien 1 mètre 20). Provocation.

Dans les jours qui vont suivre, des bus remplis de jaunes prêts à aller bosser ?

Notre camarade Dalvy, présent au piquet depuis le début, pense que « dans ce pays soi-disant démocratique, enfin, pour ma part, je préfère le terme pseudo démocratique, la bourgeoisie nous montre encore une fois - comme elle l'avait déjà fait pour Clabecq - que les chaînes des prolétaires ne sont pas loin. La grève est un droit ! La direction de AGC Splintex est prête à empocher des astreintes de 5000 € par personne empêchée d'entrer, alors qu'elle a privé, à la veille de la St Nicolas, patron des verriers, pas moins de 800 personnes de leur salaire ! »

Beaucoup de rage. « *C'est le Chili, la guerre, la provocation*, lance Giuseppe Bordenga. Le porte-parole de la FGTVB a peine à en croire ses yeux. L'après-midi, en assemblée, il promet de se montrer vindicatif, d'appeler ses affiliés à la mobilisation, à la résistance dure. Mais là, seul ou presque face à cet impressionnant dispositif policier, c'est le malaise qui s'exprime : *Fallait-il mettre en oeuvre un tel dispositif alors qu'un accord avait été pris avec la direction* » <sup>(1)</sup>

### Aller jusqu'au bout

Le lendemain. Le piquet est déplacé. Les grévistes empêchés de stationner devant les grilles de la boîte. Dans la cour, on aperçoit les fourgonnettes des keufs. Les palettes flambent. Il fait caillant.

Un jeune gars dit : « Protégé par la police, un bus est passé. Y a des gens qui ont repris le travail. Des traîtres. Trente à cinquante ouvriers. Les autres des employés et des cadres ».

Une autre, grand gaillard, la vingtaine : « des salauds. Savent pas ce que c'est la solidarité. Nous, on lâchera pas ! La direction intimide les travailleurs et téléphone chez eux en leur proposant de reprendre le travail ». Un autre ouvrier : « On tente l'intimidation. Lorsque l'on refuse la proposition de reprise, ils nous balancent que la liste des licenciés peut toujours changer. Faut aller jusqu'au bout, on a perdu trop d'argent pour baisser les bras maintenant », me lâche un travailleur.

## BREVES

### Anciens nazis recrutés par la CIA

Le sénateur républicain Mark DeWine et la représentante démocrate Carolyn Maloney, auteurs en 1998 d'une loi rendant obligatoire la déclassification des documents officiels - toutes agences confondues - liés à l'Holocauste, affirment que la CIA refuse de rendre publiques des informations sur le recrutement d'officiers nazis, après la Seconde Guerre mondiale, pour lutter contre l'Union soviétique. « Nous pensons qu'il y a toujours des informations en possession de la CIA sur l'implication des États-Unis avec d'anciens nazis », a déclaré le sénateur DeWine. « Il faut que nous rendions ces informations publiques ». (source : Réseau Voltaire, février 2005)

### Interdiction de la faucille et du marteau ?

Le 24 février dernier, la Commission européenne avait mis à son ordre du jour une discussion sur l'interdiction des symboles nazis. Ce débat avait été provoqué par l'émotion suscitée par le scandale du Prince Harry qui s'était pavané lors d'une fête, affublé d'un brassard marqué de la croix gammée. Profitant de l'occasion, certains euro-députés de droite d'Europe de l'Est avaient suggéré que la discussion et l'interdit touchent également les symboles communistes. Le Commissaire italien Franco Frattini avait marqué son accord, comme la présidence luxembourgeoise, pour cette odieuse association. Cette annonce avait provoqué des réactions à gauche, dont celle de notre Parti, dénonçant l'amalgame ainsi fait entre les fascistes et les communistes qui, dans la Résistance, se sont héroïquement opposés au nazisme et à son cortège d'horreurs. Faut-il croire que la raison l'a emporté au sein de la Commission puisque le point a purement et simplement été supprimé de son agenda.

Quant aux symboles nazis, la Commission a finalement jugé impraticable leur interdiction, arguant par exemple qu'il serait difficile d'enseigner l'histoire du III<sup>ème</sup> Reich sans recours à la croix gammée. (JPM)

### Les femmes plus touchées par la pauvreté que les hommes

En ces temps de commémorations autour de la journée de la femme et de discours hypocrites de nos élus (essentiellement issus de la gent masculine, il est vrai), il est bon de rappeler que 60 % des travailleurs pauvres sont des femmes. C'est ce qu'a fait la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) en précisant par ailleurs que cet état de fait ne se limitait pas aux pays en développement (terme bien inadéquat s'il en est) mais valait également pour les pays industrialisés. Ainsi aux États-Unis, les infirmières gagnent-elles, pour le même travail, 10 % de moins que leurs homologues masculins. Et en France, l'écart moyen de rémunération entre les hommes et les femmes est de 22 %, selon l'Institut français de la statistique et des études économiques. Manifestement, il faudrait plus qu'une journée par an pour tordre le cou à ces discriminations qui persistent un peu partout sur la planète.

# COMMUNISTES DANS LES LUTTES !

FLEURUS

Un vendredi. 10 heures. Des dizaines de gars battent la semelle sous le soleil pâle de janvier. Depuis le 2 décembre, les travailleurs d'AGC Automotive Fleurus (ex-Splintex) – en front commun – occupent l'usine pour s'opposer au licenciement de près de 300 d'entre eux. Pour ces travailleurs, cette première volée d'emplois perdus, c'est l'annonce d'une délocalisation voulue par la direction. Inacceptable quand on sait que le cahier de commandes est plein jusqu'en 2008.

Pour Robert Tangre, qui conduit la délégation, pour Sandro Baguet et Jean-Pierre Michiels, tous trois chargés de sachets emplis de croissants, un tout petit geste amical de soutien, l'accueil est chaleureux. On est content d'être là et on a l'impression que les gars sont contents qu'on soit là ; ces retrouvailles sont fraternelles. De nombreuses délégations sont venues étoffer le piquet. Des gars de Volkswagen, des métallos de Herstal, des anciens militants de Gauches Unies, des voisins, dont notre camarade Dalvy, nouvel ad-



hérent du PC qui fait déjà partie de la famille... On s'arrache le 1<sup>er</sup> numéro d'Étincelle, le bulletin de la fédé de Charleroi qui reparaît et fait un large écho au conflit d'AGC. Les groupes se font, se défont au gré des conversations.

Putain ! Ces astreintes, quel scandale ! De quel DROIT la justice vient-elle s'immiscer dans un conflit social, si ce n'est un droit bourgeois à la botte du patronat ? Qu'attendent les socialistes au gouvernement pour réagir. Eh, Laurette, tu profiterais pas de l'occasion pour mettre un terme à ce

déni de justice, à cette atteinte immorale au droit de grève ? Non mais ! Cinq mille euros par personne empêchée d'accéder à son travail !!! Et si, aux patrons, on leur imposait cinquante mille euros pour tout travailleur licencié ; avec une majoration si ledit patron a reçu des aides publiques. Démagogie ? Evidemment, ça en jette mal quand le gouvernement propose d'encore réduire certaines charges patronales pour débloquer les négociations entre partenaires sociaux. Dans un récent communiqué le PC rappelle une de ses anciennes revendications : « *Les communistes considèrent qu'une relance de l'action sociale plus combative passe par la construction de réponses législatives tant au plan régional, national qu'européen. Il s'agit d'aller bien au-delà de la 'loi Renault', d'en revenir aux notions de mise sous séquestre des entreprises qui spéculent, qui délocalisent. Il s'agit aussi de conquérir de nouveaux droits syndicaux pour intervenir dans les gestions des fonds de pension comme pour dynamiser les structures syndicales d'entreprises européennes* » (texte



# Daniel Féret et « son FN » : une espèce en voie de disparition ?

Les jours de Daniel Féret, fondateur et président du Front national depuis sa création il y a vingt ans, sont-ils comptés ? Une chose est sûre, « son FN » est une nouvelle fois en crise, et les dissidents s'organisent à nouveau pour le bouter hors de sa « boutique » à succès électoral. Le parti d'extrême droite se lézarde de jour en jour. La brèche de la discorde s'agrandit. Les adversaires du « férétisme » ont ainsi fondé en décembre 2004, en secret, un nouveau parti : Force nationale. Aujourd'hui, il y a donc deux FN.

Daniel Féret, issu des rangs du parti libéral wallon, fondateur, président et véritable propriétaire de l'association sans but lucratif (?) « Front national - Nationaal front », serait-il maintenant, après vingt années à la tête de « son » FN, arrivé en bout de course ? Une nouvelle dissidence, menée par plusieurs cadres et députés, menace en effet l'équilibre d'abord, la survie ensuite, de la formation d'extrême droite. D'autant plus que cette dissidence est désormais officiellement à la tête d'une nouvelle formation politique. Son nom : Force nationale. Ses initiales : FN... comme celles du FN de Féret ! Son but : récupérer le label « FN » et déposer des listes aux prochaines élections communales de 2006.

### Le « FN réel » s'organise

Les anti-Féret sont, notamment, conduits par Paul Arku. Depuis son arrivée au FN, à la veille des élections régionales de juin 2004, ce transfuge du Vlaams Blok s'est imposé comme un responsable de parti hors pair. Ce meneur d'hommes a toutes les qualités pour organiser, structurer et animer, à la base, un parti politique. Apprécié par Daniel Féret, Paul Arku a cependant remis en cause les propres qualités de son président et les connexions qu'il entretient avec l'« aile néonazie » du FN, constituée entre autres du député fédéral Patrick Cocriamont. Ambitieux et souhaitant devenir le dirigeant bruxellois du FN, l'ex-VB commençait à faire de l'ombre à Féret et à ses fidèles. Ces derniers n'ont pas tardé à réagir. Le lundi 31 janvier 2005, le bureau politique (constitué pour l'essentiel de fidèles de Daniel Féret) prépara l'exclusion d'Arku. Dans une manœuvre pour tenter de contrecarrer celle-ci, Paul Arku mobilisa ses partisans, notamment le sénateur Francis Detraux, son épouse et responsable wallonne du FN Jacqueline Merveille, et Juan Lemmens, un

ancien dirigeant, député régional du FN qui avait déjà tenté dans un récent passé de démettre Daniel Féret. Lors des dernières élections, Juan Lemmens, avec un autre dirigeant « frontiste », Franz Joseph, était présent dans l'arrondissement de Liège avec une liste concurrente au nom bien proche de celui du FN : le Bloc national. Son résultat fut dérisoire. Mais le désir de Lemmens de dégommer Féret resta toujours d'actualité. S'autoproclamant le « FN réel », Arku, Merveille, Detraux et Lemmens (avec le soutien d'autres « cadres ») exclurent du parti son président-fondateur. C'était le jeudi 3 février. Le lendemain, le « FN férétiste » annonçait à son tour l'exclusion définitive d'Arku, mais pas de Detraux, ni de Merveille. Il est vrai que l'époux de cette dernière reste, en tant que sénateur élu direct, est la garantie pour le FN de bénéficier de sa dotation publique. Mais, surprise : les anti-Féret avaient préparé leur offensive longtemps à l'avance. En décembre dernier, ils avaient déjà fondé Force nationale, sous les bases légales d'une asbl. Parmi ses membres fondateurs se trouve un député régional, le liégeois Charles Pire, un ex-responsable du PSC.

### Féret encerclé

Résultat : aujourd'hui, les adversaires de la « ligne Féret » se retrouvent à l'extérieur avec une nouvelle structure d'accueil attractive, et à l'intérieur du FN. Daniel Féret est en quelque sorte encerclé de toutes parts. De plus, celui-ci est sérieusement menacé par un procès en cours qui risquerait de le condamner à la prison ferme ! De son côté, « Père Ubu » s'est relancé, comme il y a quelques années, dans une campagne visant à déstabiliser Féret. Dans son édition du 3 février 2005, l'hebdomadaire politico-satirique consacrait une page entière à la tentative de « coup d'Etat » contre la présidence frontiste. « Père Ubu » listait les derniers élus soutenant Daniel Féret (tels Jean-Pierre Borbouse ou Daniel Huygens) et expliquait les raisons de leur appui : un système de corruption, mis en place par Féret dans le but de tenir ses partisans. Le journal satirique décrivait alors carrément le docteur Féret sous les traits d'un « coquin au sens moral du terme », un « délinquant au sens pénal » et un « imposteur idéologique usurpant des valeurs exactement opposées à son mode de fonctionnement ». Il faut savoir que le patron de « Père Ubu », Rudy Bogaert, voue à

Daniel Féret une détestation légendaire. Selon lui, le boss du FN ne serait qu'un individu à la solde de la Sûreté de l'Etat, dans le but de contrôler l'extrême droite francophone et empêcher ainsi sa structuration. Jadis, « Père Ubu » avait d'ailleurs apporté son appui à Juan Lemmens, l'espoir du mouvement national belge selon lui. Pour en revenir à l'actuelle dissidence, celle-ci serait certainement capable, dans un proche avenir, de s'allier de nouvelles recrues, peut-être certains autres élus frontistes, comme Charles Petitjean (fondateur et dirigeant du parti éphémère Défi libéral et ex-membre de la direction du PRL). Le profil d'un « parti nationaliste de centre droit » proposé depuis plusieurs années par Juan Lemmens, et amputé du « noyau dur néonazi », pilier du « système Féret », pourrait fortement les séduire. Par ailleurs, la création de ce nouveau FN, adoptant un style plus « soft » et une organisation plus efficace pourrait représenter un plus grand danger encore pour le système politique actuel. Effectivement, depuis sa création en 1985, le « FN historique » ne s'est jamais véritablement structuré. Sa nuisance constituait jusqu'à présent à « piquer des voix » aux partis traditionnels. Mieux structuré et représenté par un « personnel politique » plus efficace dans les assemblées électorales, le rôle de nuisance de Force nationale serait bien plus réel. Un « scénario à la flamande » frapperait ainsi la partie francophone du pays.

### Féret pourrait survivre

Mais attention : plusieurs fois annoncé comme au bord de l'implosion totale après l'émergence de précédents mouvements sécessionnistes, la création d'autres structures adversaires (en 1995, 1996, 1999 et 2000) et diagnostiqué comme étant « cliniquement mort » sur le plan électoral après ses « Waterloo électoraux » de 1999 et 2000, le « FN férétiste » a toujours réussi à retomber sur ses pattes. Sans trop de dégâts somme toute. De plus, ses récents succès électoraux, aux élections législatives de 2003, puis aux élections régionales de 2004, ont permis à Daniel Féret et à sa garde rapprochée de renforcer leur leadership, certes artificiel, sur l'ensemble de l'extrême droite francophone.

Manuel ABRAMOWICZ  
([www.resistances.be](http://www.resistances.be))

Disons clairement les choses : je suis contre le port du voile par les femmes, de quelque origine et de quelque religion qu'elles soient. Mais je me battrais pour que celle, qui veut le porter, puisse le faire à tout moment, en tout lieu que ce soit. J'ajouterai : et en toute quiétude, sans être discriminée, c'est-à-dire, menacée.

Je ne rejette pas le voile parce que j'éprouverais une aversion pour l'islam et ses représentants, ou à l'encontre d'une communauté et d'individus venus d'ailleurs et installés chez nous depuis, parfois, plusieurs générations. Non, ce qui m'insupporte dans la présence du voile, c'est l'idéologie qu'il véhicule, souvent à l'insu de celles qui réclament le droit de le porter.

### Petite précision

Pour dissiper tout malentendu, je vous dois encore un éclaircissement. J'ai été rédacteur en chef du magazine *Téléoustique*, de 1984 à 1995, et c'est vers la fin de cette période que j'ai publié, sous mon nom, un article qui a fait grand bruit.

Le titre à la une, je le reconnais, trahissait le sensationnalisme (« La Belgique va-t-elle devenir musulmane ? ») et se voyait illustré d'un montage photographique présentant Albert II, la tête drapée d'un keffieh. Dans l'article, je me faisais l'écho (en 1994 !) de certaines dérives islamiques, notamment dans deux mosquées situées à Molenbeek, une des 19 communes bruxelloises.

J'avais appris la chose par un joueur d'origine marocaine, évoluant dans l'équipe de foot en salle, dont je m'occupais et que, en vertu de mes droits régaliens de rédac'chef, je faisais sponsoriser par *Téléoustique*. A l'époque, le magazine vendait plus de 200.000 exemplaires hebdomadaires, et il était le seul à effectuer un sponsoring social au bénéfice d'une équipe basée dans un quartier du centre de Bruxelles, que les bonnes consciences qualifiaient de « Chicago ».

En réalité, j'avais reproduit la traduction orale française de propos tenus, en arabe, par un imam dont il était de notoriété publique, à Molenbeek, qu'il véhiculait un discours de haine prônant, entre autres gracieusetés, la « guerre sainte ».

Cela m'a valu d'être traîné dans la boue par une presse presque unanime. Le président de l'AGJPB (l'association des journalistes professionnels) a cru bon de m'adresser une lettre dont il s'est servi pour tenter de me traîner en justice, avec l'appui actif de la Ligue belge des Droits de l'Homme !

En gros, on insinuait que j'étais une taupe de l'extrême droite (ma première carte au PC date de 1962) et que j'avais complètement inventé, et l'imam, et ses érucations.

Lavé de tout soupçon de 'racisme' ou d'incitation à la haine', mon « affaire » s'est terminée par la demande de non-lieu déposée par la Chambre

du Conseil de Bruxelles. En attendant, les nouveaux patrons de *Téléoustique* s'étaient servi de cet argument pour me dégommer, et je regrette de dire qu'ils trouvèrent un exécuteur de basses œuvres en la personne de Guy Mortier, le rédacteur en chef de *Humo*, qui n'a pas craint, en mon absence, de salir ma réputation au cours de

## Voile islamique

Voilà donc plusieurs mois que l'entreprise Remmery a refusé la demande de congé de sa dévotion religieuse.

Hors du drame humain, de l'insupportable menace et du doute de la sincérité de leurs auteurs, il n'est pas m

conseils d'entreprise et de conversations informelles dans les milieux de la presse et de la publicité.

Par ailleurs, ce même Mortier (aucun lien de parenté avec Gérard Mortier, qui, lui, regorge de talent) pose volontiers en grand esprit libre, en publiant une des premières interviews complaisantes de Filip Dewinter.

Inutile d'ajouter que, depuis 1994, les faits sont venus confirmer la véracité de mon article et l'authenticité du discours enflammé de certains imams.

### Obligation religieuse ?

Cette précision apportée, j'en reviens à la question du voile. On me dit que l'obligation faite à la femme musulmane de se couvrir la tête ressort d'un commandement du Coran.

J'ouvre donc le livre sacré des musulmans (traduction de Kasimirski) à la Sourate XXXIII, verset 57 et je lis : « O Prophète ! Prescrits à tes épouses, à tes filles et aux femmes de croyants d'abaisser un voile sur leur visage. Il sera la marque de leur vertu et un frein contre les propos des hommes. Dieu est indulgent et miséricordieux ».

A première vue, l'injonction ne souffre pas d'équivoque. Mais il y a tout de même un problème. Le texte indique le mode du discours ou du monologue. Qui tient ces propos ? Dieu lui-même, évidemment, s'adressant à son prophète Mahomet.

Où cela se passe-t-il ? La réponse est donnée au verset 51 de la même sourate : « O croyants ! N'entrez point sans permission dans la maison du Prophète, excepté lorsqu'il vous invite à sa table (...) ». Suivent une série de recommandations que l'on pourrait qualifier de savoir-vivre du croyant qui entre dans la maison du prophète – par extension, la mosquée. C'est donc en ce lieu que les femmes doivent se couvrir la tête.

## Chavez : « Inventer le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle »

Le mot « socialisme » retrouve des couleurs. Celles du drapeau vénézuélien. Depuis de nombreuses années déjà, il était associé au qualificatif « réel » ou, depuis la proclamation de la « fin de l'histoire », au mot « marché ». Tout récemment, c'est Hugo Chavez en personne qui l'a revendiqué en nous invitant à « inventer le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». De telles paroles prennent une dimension radicalement différente quand elles sont prononcées par un chef d'état, leader incontesté et incontestable de ce qui s'apparente à un véritable processus de changement radical, contradictoire et encore indéfini, que quand elles sortent de la bouche d'un social-démocrate, avec ou sans nœud papillon, dans les forums sociaux.

### Une nouvelle étape

Les lecteurs du Drapeau Rouge ne l'ignorent pas. Le Venezuela vit un moment particulier de son histoire depuis l'arrivée au pouvoir, en février 1999, du *Comandante* Hugo Chavez. La révolution bolivarienne bouleverse les structures et les repères de la nation caribéenne et a connu trois étapes de développement.

La première fut celle de la « refondation de la République », à savoir la réforme institutionnelle basée sur une nouvelle constitution, adoptée par référendum populaire, qui réaffirme le rôle de l'état dans l'économie et la propriété publique des ressources naturelles, et octroie, notamment, des droits aux peuples indigènes. Cette refonte institutionnelle a été accompagnée au niveau social par une augmentation des budgets sociaux et des politiques d'aide d'urgence.

La deuxième période fut celle de la déstabilisation. L'adoption en novembre 2001 d'un ensemble de « décrets-lois » réformant, modérément mais réellement, plusieurs pans de l'économie vénézuélienne (loi sur les hydrocarbures, les terres, la pêche, etc.), déclencha la colère des secteurs conservateurs qui, dirigés par les médias, se lancèrent à partir de ce moment dans une offensive particulièrement efficace – lock-out patronal, rébellion militaire, coup d'état, sabotage du secteur pétrolier, etc. – qui, paradoxalement a radicalisé les secteurs populaires, bases d'appui du gouvernement, et permis à Chavez d'avancer dans la définition d'un projet qui, il faut bien le dire, outre le rejet de l'ancien régime et de la corruption, restait bien flou au lendemain de sa première victoire électorale.

A la suite du sabotage de l'entreprise pétrolière (décembre 2002 et janvier 2003), le gouvernement se retrouve avec un pays ruiné mais reprend l'initiative poli-

tique et, grâce à la reprise en main de l'entreprise pétrolière, lance les « Missions », un ensemble de programmes sociaux (alphabétisation, éducations secondaire et universitaire, santé gratuite et de proximité, insertion socioprofessionnelle, formation au coopératisme, etc.) qui renforcent ses bases sociales et assurent sa victoire au référendum révocatoire du 15 août dernier.

Cette victoire et le raz-de-marée aux élections municipales et régionales du 31 octobre 2004 ouvrent une nouvelle période, la quatrième. Celle de la stabilisation et de l'approfondissement des réformes. Celle, également, de la définition du projet que porte la majorité vénézuélienne. Chavez parle de « révolution dans la révolution », du « saut en avant » et de « démocratie révolutionnaire ». Dans un document traçant les grandes priorités pour les années à venir, le gouvernement s'engage notamment à avancer dans la construction d'une nouvelle structure sociale, d'un nouveau modèle démocratique de participation populaire, d'un nouveau modèle productif et d'un nouveau système économique. Dans la pratique, le gouvernement, porté par des prix élevés du pétrole, multiplie les accords internationaux dans sa logique de développement des relations Sud-Sud et pour diversifier ses partenaires dans le contexte d'un affrontement de plus en plus dur, au niveau verbal, avec les Etats-Unis. Chavez vient également de nationaliser une entreprise papetière en faillite sous le contrôle de ses ouvriers organisés en coopérative et de relancer la réforme agraire. Mais c'est d'abord au niveau discursif que le virage semble s'être opéré. Bien que le *Comandante* ait déjà affirmé « ne pas croire dans les postulats dogmatiques de la révolution marxiste » et dit qu'il faut « autant de marché que possible et autant d'état que nécessaire », qu'il se soit défendu à de nombreuses reprises d'être communiste, et qu'il ne s'en soit pris au néolibéralisme et au capitalisme qu'en les affublant du qualificatif « sauvages », c'est le capitalisme tout court, qualifié de « système pervers », qu'il a dénoncé dernièrement au cours de différents meetings à Porto Alegre, New Delhi, Caracas et Montevideo. Ainsi, le chef de l'état vénézuélien a réaffirmé la nécessité « de changer les rapports de production ». Il considère comme « impossible d'en finir avec le drame de la pauvreté et de l'inégalité au travers du modèle capitaliste ». « Nous n'avons jamais défini notre modèle comme socialiste (...). Mais s'il n'est pas capitaliste, qu'est-il ? Je n'en ai aucun doute, c'est le socialisme. Mais de quel modèle de socialisme s'agit-il ? Nous pouvons penser qu'il ne correspond à aucun (des modèles passés), malgré leurs expériences et leurs acquis, car le nôtre, nous devons l'inventer, d'où l'importance du débat. Il faut inventer le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ».

Certes, c'est avec des pincettes qu'il faut prendre ces déclarations, mais elles constituent un progrès notable à l'heure où l'Amérique du Sud prend un clair virage à gauche, une gauche relativement conservatrice mais dont les victoires électorales sont le fruit d'un rejet, plus évident que sous d'autres latitudes, des politiques inspirées du Consensus de Washington.

Frédéric LEVEQUE

Coordinateur du Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL, <http://risal.collectifs.net>)

# URUGUAY : LE RENDEZ-VOUS DE LA GAUCHE AVEC SON PEUPLE

En hommage à la victoire électorale de la gauche uruguayenne, le Drapeau Rouge présente à ses lecteurs la partie finale du discours inaugural du Président Tabaré Vasquez.

« ... Pour terminer je vous voudrais m'adresser à trois secteurs spécifiques de la société uruguayenne : nos jeunes, nos femmes et nos compatriotes qui vivent à l'étranger. A nos jeunes, non seulement parce qu'ils sont notre meilleur lien avec le futur mais aussi – et principalement et pardonnez-moi la redondance – parce qu'ils sont jeunes. N'ayant pas la prétention ridicule et dangereuse de construire le futur en leur nom, nous voulons le construire avec eux ; compter sur leurs espoirs, leurs joies et surtout sur leur révolte et leur engagement.

Aux femmes uruguayennes, pour que le « plus d'obligations sans droits ni de droits sans obligations » proclamé en 1884 par une travailleuse, lavandière, appelée Mercedes, continue à être un objectif que nous partageons et assumons. Et à nos compatriotes qui vivent à l'étranger, parce que la patrie pèlerine est pèlerine mais reste toujours patrie.

Parmi les nombreuses particularités que présente l'histoire des nations latino-américaines il y en a une particulièrement tragique : la solitude dans laquelle sont morts tant de précurseurs de notre indépendance. José Artigas (1) fut l'un d'eux. Trahi et

vaincu en 1820, il vécut exilé dans notre république sœur du Paraguay, jusqu'à sa mort en 1850. Dans une certaine mesure, cet exil fut une longue agonie, une crucifixion de 30 années qu'Artigas a supportée en silence, sans plainte ni reproche.



L'histoire raconte que quelqu'un est allé lui rendre visite à la fin de sa vie, attiré par son passé comme chef de peuple oriental et protecteur des peuples libres. Au moment de l'accueillir, le vieux général lui demanda avec un mélange de tristesse et d'ironie : « Oh, ainsi mon non résonne encore par là ... ? ».

Je regrette de ne pouvoir achever cette inter-

vention sans répondre à la question de notre père. Il est certain que son nom « résonne encore » ! Et il résonne fort. Le nom de José Artigas nous impulse et nous convoque. Son exemple nous incite et nous compromet.

Et au nom de cet engagement, en exprimant devant vous ma fidélité constitutionnelle comme Président de la république, je vous invite, avec mes sentiments, mes convictions et mes responsabilités, à travailler ensemble pour la construction d'un Uruguay où naître ne soit pas un problème, où être jeune ne soit pas suspect, où vieillir ne soit pas une condamnation. Un Uruguay où l'alimentation, l'éducation, la santé et le travail décent soient des droits de tous et de tous les jours ; un Uruguay confiant en lui-même ; un Uruguay qui récupère sa capacité de rêver y de rendre ses rêves réalité. »

Tabaré VASQUEZ  
(Traduction  
de Carmen TRENADO)

(1) Le général José Artigas (1764-1850) fut non seulement le précurseur de la révolution indépendantiste de l'Uruguay mais, avec Bolívar, de l'idée que la lutte contre les impérialismes (dans son cas, les forces coloniales européennes) ne peut se forger que dans l'unité des peuples latino-américains.

Cela ne présente rien d'extraordinaire : naguère les femmes catholiques devaient se couvrir la tête lors qu'elle assistaient à la messe, ce qui assura la fortune des fabricants de mantilles, foulards et chapeaux. La religion catholique semble avoir oublié ce prescrit ; il subsiste en islam... Et dans d'autres religions et cultes : les ethnologues

## Le : bon à savoir

est la proie de menaces racistes provoquées par la conserver au travail le voile dit 'islamique', expression sociétale et des gesticulations politiciennes qui font mauvais de rappeler certaines vérités.

débattent à l'envi sur les origines lointaines de cette coutume.

### Hors de la mosquée ?

Dans le Coran, rien n'indique explicitement que les femmes doivent se promener voilées en rue. Le verset 57 de la sourate XXXIII constitue la seule allusion au voile. Il faut chercher l'explication dans les hadiths, ces relations et commentaires sur des épisodes de la vie de Mahomet. Ils ont été rédigés par des contemporains du saint homme et, dans leur grande majorité, par des exégètes qui vécurent des années, voire des siècles après sa mort.

On peut les classer en deux grandes catégories : les 'progressistes' et les 'conservateurs'. Nous ne nous appesantirons pas sur les premiers pour nous intéresser aux seconds. C'est chez eux que l'on trouve les interprétations de la sourate XXXIII, verset 57, étendant l'ordre d'exhiber le voile en public. Le port du voile indique donc le ralliement aux versions 'dures' du Coran.

Il est aussi intéressant de savoir ce que disent ces commentateurs sur les autres aspects de la vie en société. Sans surprise, ce sont eux qui brandissent la menace de la 'dijhad', cette 'guerre sainte' que les croyants doivent mener, non point en eux-mêmes (version libérale), mais les armes à la main.

C'est chez les conservateurs que l'on ordonne l'application la plus barbare de la 'charia', sorte de code pénal purement islamique. C'est aussi là que vous trouverez les 'recommandations' à l'égard des non-croyants, dont voici un court florilège : tuer les juifs, les animistes et les chrétiens ou, à défaut, les réduire en esclavage, quand il ne s'agit pas de les confiner dans un statut de citoyens de seconde catégorie (les 'dhimmis').

La vérité m'oblige à ajouter que ces préceptes ne furent pas appliqués dans tous les pays musulmans et à toutes les époques. Mais il est vrai que les vieux juifs sépharades racontent que

leurs parents devaient porter, dans certains pays du Maghreb, un vêtement ou un tissu d'une couleur particulière (jaune : horrible souvenir...), qu'ils devaient quitter le trottoir s'ils croisaient un musulman, sans pouvoir le regarder dans les yeux, et qu'ils pouvaient se déplacer, non à cheval, mais à dos d'âne, non pas à califourchon, mais en amazone, pour ajouter à l'humiliation. Je rappelle que cette situation n'a jamais été générale, ni dans le temps, ni dans l'espace. Mais elle a bien existé jusqu'au début du XIXème siècle, attestée par des témoignages nombreux et, dans leur majorité, non suspects de partialité ou d'anti-islamisme.

### Le statut de la femme

Il faut donc garder à l'esprit ce contexte lors de débats sur le voile. Et, sans doute, serait-il bon que les femmes musulmanes s'en souviennent – ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas.

Vouloir porter le voile, c'est adhérer à une idéologie arc-boutée contre la modernité (et non, précisions-le, contre la civilisation occidentale). C'est, aussi, accepter un statut rétrograde de la femme. C'est, par une logique paradoxale, accepter que l'homme batte son épouse et que cette dernière ne puisse porter plainte contre cette violence !

C'est encore, et selon les commentateurs obscurantistes, se couvrir la tête, mais aussi tout le corps d'un tissu cachant la moindre forme féminine ou le bout de chair qui pourrait donner de mauvaises idées aux messieurs. La complémentation du voile, de la tunique cintrée et du pantalon serrant ? A proscrire.

C'est, enfin, cela qui me pousse à ne pas rester indifférent au port du voile en public.

L'interdire ? Une position que je ne puis accepter. Je crois que permettre à une jeune fille de l'adopter est le meilleur moyen de lui montrer qu'elle se coupe de la modernité, c'est-à-dire, des avancées dans le domaine des droits de l'homme et de la femme, de la tolérance, du respect des uns pour les autres (et c'est à ce titre que je me bats contre l'interdiction) et d'un progrès, qui n'a rien à voir avec la prétendue suprématie d'un modèle de société sur un autre, et prévoit des espaces harmonieux entre les biens matériels et l'épanouissement spirituel.

Pour les femmes en islam, le choix s'avère très souvent douloureux entre cette modernité et leur foi ou, plus exactement, le poids des traditions véhiculées par cette foi. Diaboliser l'islam, railler le voile, légiférer à son propos, l'interdire à l'école et dans les emplois publics ne constituent pas les meilleurs moyens pour dialoguer avec la communauté musulmane.

L'affaire de l'entreprise de Remmery nous rappelle, si besoin en était, qu'hors la sérénité, la connaissance et le dialogue, c'est la démocratie qui a tout à perdre.

Alain DE KUYSSCHE

Selon Riccardo Petrella, « la logique actuelle des rapports entre l'Etat et les Multinationales réduit le premier à un vaste système d'ingénierie juridique, bureaucratique et financière mis au service de la performance commerciale de l'entreprise. L'Etat n'est plus l'expression politique de l'intérêt public collectif ; il devient un acteur parmi d'autres, chargé de créer les conditions favorables à la compétitivité des entreprises. L'intérêt général est en passe de se résumer à celui des firmes géantes se disputant les marchés mondiaux. Et l'eau devient une marchandise comme une autre ».

Il est de plus en plus intéressant pour les entreprises d'investir dans le commerce de l'eau, celle qu'on achète en bouteille se vendant déjà plus cher que le pétrole, à quantité équivalente ; les coûts d'extraction sont minimaux et les coûts de raffinage sont nuls.

Quelques transnationales et leurs filiales se partagent le gâteau de la distribution privée de l'eau potable ; dans les « pays du Sud », elles marchent main dans la main pour organiser le marché de l'eau et remplacer la sphère publique. Leurs intérêts sont totalement communs. Leur revenu a suivi le rythme de leur croissance. Ces multinationales figurent parmi les 100 sociétés les plus riches du monde, avec un revenu combiné de presque 160 milliards de dollars en 2002 et un taux de croissance annuel de 10 %, plus rapide que celui de l'économie de plusieurs des pays où elles opèrent.

Mais la libéralisation de l'eau provoque des problèmes graves dans bien des pays, où l'intervention de multinationales étrangères entraîne notamment une facturation de l'eau bien au-delà de ce que peuvent payer les démunis.

### Cinq fois plus chère à Nairobi qu'en Amérique !

Au Zimbabwe, Biwater s'est finalement retirée d'un projet de privatisation d'eau parce que la population locale ne pouvait payer les tarifs qui auraient assuré un profit suffisant. Un peu partout, la politique de recouvrement total des coûts a

fait flamber les prix à la consommation. En Afrique du Sud, la situation est devenue très préoccupante : depuis 1994, près de 10 millions de ménages sont privés d'eau, incapables de payer leur facture, et on a noté un retour du choléra.

Le Ghana a vu le prix de l'eau augmenter de 300 % en trois ans. Des robinets sont "déconnectés" parce qu'un nombre croissant de familles n'arrive plus à payer leur facture d'eau qui grimpe en flèche. Au Kenya, la facturation de l'eau a été privatisée par le Conseil municipal de Nairobi, sans appel d'offres, laissant 3.500 travailleurs sans emploi, remplacés par 45 cadres surpayés. Maintenant, la population de Nairobi paie cinq fois plus pour un litre d'eau qu'un citoyen nord-américain.

Par contre, au Botswana, la Société publique de distribution d'eau a enregistré une augmentation du nombre d'usagers, qui est passé de 30.000 en 1970 à 330.000 en 1998. Sa politique de péréquation protège l'accès à l'eau pour les ménages à faible revenu.

### Réserves contaminées

Au Brésil (20 % des réserves mondiales d'eau douce), Nestlé a procédé à de véritables privatisations rampantes en rachetant des terrains où se trouvent des sources et des nappes phréatiques. Ne s'intéressant qu'à l'eau de table, Nestlé a pompé 30.000 litres d'eau par jour qu'elle s'empressait de déminéraliser, une pratique que la loi brésilienne interdit pourtant, car elle empêche de soigner l'anémie à moindres frais. Avec l'appui de Coca-Cola, l'entreprise a d'ailleurs tenté, avant les élections de 2002, de changer la loi brésilienne qui empêche la déminéralisation de l'eau. Deux sources se sont tarées et l'écosystème est complètement bouleversé. Nestlé ayant de plus infiltré toutes les universités au Brésil, les recherches sur la question de l'eau y sont tronquées.

Dans la province uruguayenne du Maldonado, les tarifs de l'eau ont énormément augmenté et les réserves ont été contaminées lorsque Uruqua, une filiale de la société Aguas de Bilbao, a obtenu le

droit de distribuer l'eau sur une base lucrative de « pleine récupération des coûts ». En Argentine, la Banque mondiale a déclaré la privatisation de l'eau de Buenos Aires comme un succès. Mais une

## Eau : les joies résistance de la privatisation

enquête d'ICIJ montre que cette privatisation a été vérolée par l'avarice, la duperie et les promesses non tenues. La privatisation a enrichi un groupe de chefs de syndicats, de capitalistes copains et de fonctionnaires du gouvernement de l'ancien Président Carlos Menem. Plusieurs fonctionnaires font l'objet d'enquêtes pour corruption.

Dans les maquiladoras mexicaines, l'eau est parfois tellement rare que les bébés et les enfants en sont réduits à boire du Coke et du Pepsi. En plus de tarifs injustifiés, on coupe souvent l'eau aux habitants qui n'arrivent pas à payer leur facture et les responsables les font souvent attendre longtemps avant d'examiner leurs réclamations. Les inondations sont beaucoup plus fréquentes, résultat d'une absence d'entretien de la tuyauterie et des canalisations. Les gros distributeurs d'eau se sont montrés peu désireux d'investir pour améliorer les infrastructures. Mais l'idée d'endetter toujours plus lourdement les municipalités semble les enthousiasmer.

Le gouvernement bolivien a concédé son eau pour 40 ans à Aguas del Tunari, une filiale de Bechtel. Un an plus tard, des milliers de familles ont dû payer jusqu'à 20 % de leurs revenus pour obtenir leur eau quotidienne. La grève générale a éclaté et l'armée est intervenue violemment, faisant 5 morts, selon Amnesty International. La population a exigé la fin du contrat avec la société privée et le gouvernement a cédé.

Le gouvernement uruguayen a commencé à offrir des concessions dans les villes et les quartiers riches. Le prix de l'eau a été multiplié par 10, l'eau a été coupée à ceux qui ne

dans des zones géographiques limitées à majorité sunnite d'où provenaient les effectifs des services spéciaux du ré-

pleine souveraineté nationale restera un enjeu et ne sera pas obtenu sans l'affirmation d'une forte volonté nationale. La poursuite et l'approfondissement du processus démocratique et l'implication du peuple dans le processus sont une garantie de son succès. Les élections ont montré qu'une participation massive de la population dans une assez grande liberté est possible même sous l'occupation. Ces élections sont loin de servir de simple alibi ou d'être un moyen de légitimer l'occupation. Elles ont exprimé une forte volonté populaire qui défie les groupes qui se sont opposés aux élections par les armes.

A la différence de nombreux mouvements de résistance authentique, la « résistance irakienne » dispose de moyens financiers et militaires considérables et bénéficie de soutiens logistiques dans les pays avoisinant l'Irak. L'escalade dans l'horreur de ses pratiques est un signe de faiblesse et non de force. Quant à la distinction entre les actions terroristes et les actes de résistance, tous les éléments disponibles indiquent qu'il n'y a pas de véritable séparation. Les groupes djihadistes revendiquent publiquement les actes de terreur et en fournissent une justification. Il est possible qu'il existe des groupes qui se limitent à des opérations contre les troupes militaires étrangères,

mais on est en droit de se demander quelle est leur représentation politique et quels sont leurs objectifs politiques pour l'Irak. Ce ne sont pas les opérations contre les troupes étrangères qui perturbent le pays et accentuent les difficultés et les souffrances des Irakiens, mais les actes terroristes qui visent les civils et les institutions de l'Etat et les infrastructures.

Raid FAHMI

## BREVES

### Le restructurateur de mois

Le fabricant allemand d'électroménager Miele a annoncé qu'il va supprimer près de 10 % de ses effectifs en Allemagne, soit 1.077 emplois, d'ici fin 2006. Miele est une entreprise familiale et emploie au total 15.117 personnes, dont 11.046 en Allemagne. « Les licenciements secs devraient être évités », a précisé l'un des gérants, Horst Schübel. On sait ce que le conditionnel veut dire dans la bouche de ce genre de grands patrons. Comme c'est devenu la triste coutume, le groupe justifie la mesure par la nécessité d'améliorer sa compétitivité à long terme. On ne doute pas que ce qui va certainement s'améliorer à court terme, c'est la fortune personnelle des propriétaires de Miele.

### Total : 9 milliards de bénéfice

La flambée des prix du pétrole n'est pas vécue difficilement par tous. En 2004, elle a propulsé le bénéfice du groupe pétrolier Total à un niveau record de plus de 9 milliards d'euros. Le pétrolier français a vu son bénéfice augmenter de 23 % par rapport à 2003. Lorsque l'on sait que la multinationale s'est déclarée à plusieurs reprises « trop pauvre » pour assumer les conséquences du drame écologique sur les côtes vendéennes à la suite du naufrage de son pétrolier poubelle l'Erika, on ressent un dégoût ... Total.

### Charité version capitaliste

Le groupe Carrefour a annoncé qu'il avait débloqué 300.000 € pour venir en aide aux sinistrés du tsunami, soit 0,018 % de son dernier bénéfice annuel connu (1,6 milliards en 2003). Par ailleurs, ce pourboire n'est réservé qu'à la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, au motif que le n° 2 mondial de la distribution compte dans ces trois pays quarante-cinq magasins et plus de 16.000 salariés. Pas un sou, en revanche, pour le Sri Lanka, pays infréquentable puisque dépourvu d'hypermarchés Carrefour. (source : CQFD)

### Le salaire minimum US : 3,89 Euros !

Le Sénat américain a repoussé deux propositions de relèvement du salaire minimum horaire, lequel est bloqué depuis 8 ans. Pour les élus républicains (dont le salaire horaire est légèrement plus élevé), donner plus de 3,89 € par heure rendrait les travailleurs trop chers pour le marché de l'emploi. Il faut dire qu'aujourd'hui en Chine ou au Mexique où les multinationales américaines délocalisent à tout va, on travaille souvent pour moins d'un dollar de l'heure.

Les élections ont montré qu'une participation massive de la population dans une assez grande liberté est possible même sous l'occupation

Nous avons publié dans le DR n° 3 un article de notre collaborateur John Brown marquant un soutien, sans réserve, à la résistance armée irakienne. Cet article ayant suscité des controverses, nous avons cru opportun, par simple souci démocratique, de demander à Raïd Fahmi, membre du CC du PC irakien et son représentant en Europe, de réagir à cet article et d'expliquer les raisons qui ont poussé son parti à participer au récent processus électoral. (NdR)

La situation complexe créée en Irak après l'intervention militaire américano-britannique est souvent analysée à partir de la problématique soulevée par « l'illégalité » de la guerre et de la nouvelle doctrine stratégique des Etats-Unis dont la guerre contre l'Irak est la principale expression. Aussi fondées que soient les critiques adressées aux principes de

« guerre préventive » et aux menaces qu'elle fait planer sur la paix dans le monde et les fondements de l'ordre mondial, dont le principe du respect de la souveraineté nationale des Etats, l'analyse de la situation intérieure de l'Irak est schématique et réductrice. En effet, il n'est nullement tenu compte du fait que l'entrée de l'armée américaine à Bagdad a eu une double signification pour les Irakiens : celle de la chute de la dictature sanglante de Saddam Hussein et celle de l'occupation; l'une source de grand soulagement, tandis que l'occupation était loin d'engendrer le même sentiment de rejet et de résistance dans l'ensemble de la population.

Hormis une petite minorité, l'ensemble des forces politiques et sociales qui comptent en Irak n'accepte pas l'occupation et cherche à y mettre fin le plus rapidement possible. Mais la question de la fin de l'occupation ne se pose pas d'une manière indépendante des questions et des enjeux politiques projetés au devant de la scène politique et sociale avec l'effondre-

ment des institutions de l'Etat irakien « moderne » fondé dans les années vingt du siècle passé. En effet la chute du régime de Saddam a non seulement entraîné celle de l'Etat, mais aussi la libération de toutes les demandes refoulées depuis plusieurs décennies des différentes composantes ethniques, religieuses et confessionnelles de la société irakienne qui remettent en cause les fondements et les équilibres sociopolitiques de l'Etat existant. Par conséquent, la fin de l'occupation est devenue un objectif étroitement lié au processus de reconstruction de l'Etat et de sa refondation sur une nouvelle base. Pour les forces démocratiques et progressistes irakiennes, dont le parti communiste irakien, la lutte pour mettre fin rapidement à l'occupation n'est pas dissociée de celle pour instaurer un Etat constitutionnel démocratique fondé sur l'adhésion du peuple, et non sur la force et la ty-

rannie. La structure fédérale de l'Etat et la reconnaissance des droits nationaux des différentes composantes du peuple irakien, et tout particulièrement du peuple kurde, assureraient l'unité de l'Irak et la légitimité de l'Etat.

L'agenda et les priorités politiques sont tout autres pour les groupes politiques et sociaux dont les intérêts et les privilèges sont profondément et ébranlés et menacés désormais de rétribution et de marginalisation. Leurs objectifs primordiaux sont de sauvegarder leurs positions et maintenir les équilibres et rapports de forces politiques et sociales sur lesquels repose l'Etat actuel. Ces forces, dont le noyau dur est constitué des officiers de l'armée et des membres des différents services de sécurité et de renseignement du régime de Saddam, ont tout naturellement recouru aux armes, car elles savaient pertinemment qu'elles ne disposaient pas d'assise populaire qui leur permettrait de contrer pacifiquement et politiquement le conglomerat de forces majoritaires oeuvrant pour la fondation et la

restructuration de l'Etat à leur détriment. La « résistance » déclenchée contre l'occupation a

## Sur la situation en Irak et les mondialisation irakiennes



en réalité pour premier objectif d'empêcher cette reconstruction de l'Etat et de s'imposer aux Américains en tant qu'interlocuteur majeur avec qui il faut négocier. La concrétisation de cette stratégie a été mise en œuvre à Fallujah en mars-avril 2004 entre les forces américaines et les combattants de la ville. A l'issue de cet accord, la ville a été laissée sous le contrôle des officiers de l'armée de Saddam en collusion avec des groupes armés djihadistes fondamentalistes sunnites.

Donc, contrairement aux projets libérateurs et démocratiques que portaient les résistances vietnamienne et anti-nazie, la « résistance » irakienne porte un projet et des objectifs despotiques et ultraconservateurs, que ce soit le retour d'un régime similaire à celui de Saddam Hussein ou à un régime de type Talibans. Les opérations armées sont restées circonscrites

payaient pas, familles ou institutions. Lagunes et autres zones où ces sociétés puisaient l'eau se sont asséchées, tout cela pour que certaines villes comme Punta del Este (qui utilise autant d'eau que le

reste du pays) puissent arroser leurs jardins privés. Mais les Uruguayens ont réussi à programmer un référendum national, à valeur législative : en octobre 2004, plus de 60 % des citoyens uruguayens ont imposé l'inscription dans la constitution de l'inaliénable appartenance de l'eau au domaine public et l'interdiction de sa privatisation.

A Porto Rico, où Suez est mandatée pendant 10 ans pour fournir les services de l'eau par un contrat d'un montant de 4 milliards de dollars, le « Solicitor » général Carlos Lopez a vivement critiqué la multinationale française, qui a consacré beaucoup d'énergie à perfectionner les méthodes de facturation et d'encaissement, mais n'a apporté « aucune amélioration » à la distribution d'eau potable aux consommateurs.

Faible pression au robinet, très peu d'heures d'alimentation : les familles de Manille se lèvent à minuit ou aux aurores pour faire des réserves car le service n'est pas assuré en continu, spécialement dans les quartiers populaires. 10 % des revenus des ménages sont désormais consacrés au paiement de la facture d'eau. Les gens sans eau courante souffrent le plus de la privatisation : ils l'achètent à des prix trois, voire cinq fois supérieurs à des revendeurs. Le choléra a même refait son apparition à Manille, alors qu'aucun cas n'avait été déclaré depuis cent ans.

### Absurdité de projets mégalomanes

En Inde, Suez a essayé d'acheter l'eau du Gange, afin de vendre 635 millions de litres par jour à Delhi.

Mais pourquoi l'eau pure du Gange devrait-elle abreuver Delhi, qui se situe à des centaines de kilomètres de là, alors que la rivière Yamuna passe juste à côté ? Nettoyer la Yamuna semble plus économique et plus rationnel. Les agriculteurs privés d'eau - car vendue à Delhi - perdraient des montants énormes suite à la chute de leurs récoltes.

Un autre énorme projet de privatisation des rivières indiennes vise à relier les cours d'eau entre eux, à les faire couler dans des directions opposées, à les diriger dans les zones où il y a de l'argent. Il coûte 200 milliards de dollars ; mais une évaluation scientifique a montré qu'il est totalement inutile, qu'il causera un dommage énorme à la société, à l'écosystème, aux forêts, et que cela déplacera les populations à une échelle historique inimaginable.

Ces méga-projets représentent des opportunités en or pour les multinationales de l'eau, pour les entreprises occidentales et pour les bureaucrates. Tout cela, dans un contexte où la corruption gangrène le monde politique et juridique à tous les échelons. Mais ces privatisations risquent de mettre à mal l'avenir collectif de l'approvisionnement en eau.

Corruption, fraude, surfacturation et j'en passe font partie du dossier des multinationales Suez et Vivendi. Les villes qui ont privatisé leurs services d'eau ont vu les tarifs augmenter jusqu'à 400 % pendant que la qualité descendait au point d'entraîner des poursuites pour empoisonnement. Seul pays au monde où la distribution de l'eau soit privatisée à 80 %, la France connaît des écarts de prix considérables. Les PDG de Bouygues, la Lyonnaise et la Générale des eaux ont à tour de rôle été mis en examen dans des affaires de corruption. De nombreux cadres supérieurs ont été accusés d'abus de biens sociaux. Ils sont soupçonnés d'avoir versé des contributions occultes à des maires, des députés, des partis politiques en échange de contrats publics. Alain Carignon, ex-maire de Grenoble, a pris 5 ans ferme.

### Bénéfices en hausse, emploi en baisse

Les contribuables anglais se sont trouvés à défrayer 9,5 milliards de dollars pour brader leurs sociétés d'Etat de traitement et de distribution de l'eau. À la suite de la privatisation, le prix de l'eau a substantiellement augmenté, afin notamment de couvrir les investissements requis pour mettre les réseaux à neuf. Ce sont les consommateurs, et non les entreprises, qui ont financé en bout de ligne ces investissements. La privatisation a provoqué un transfert de la richesse des usagers vers les détenteurs de capitaux, les frais exceptionnels venant diminuer artificiellement le bénéfice et le rachat d'actions permettant de dissimuler une rentabilité jugée gênante par les administrateurs.

Alors que les bénéfices ont augmenté de 600 millions de dollars (+ 35 %) de 1992 à 1996, l'emploi a constamment régressé au cours des cinq dernières années (4.084 postes perdus, soit 17 %). La situation est devenue intenable pour de nombreuses familles défavorisées, obligées de payer leur eau à des tarifs excessifs. Les compagnies privées ne se sont d'ailleurs pas gênées pour couper l'eau à plusieurs milliers de ménages pour cause de non-paiement.

En voulant « réformer la distribution d'eau », réforme présentée comme technique, les acteurs touchent en fait à une certaine manière d'organiser la redistribution des revenus dans les pays concernés, à un certain équilibre entre la société civile et le politique, à des modes de vie. Accès à l'eau à deux vitesses selon les revenus des ménages, livraison d'eau impropre, dégradation des normes de qualité (les sociétés privées préférant minimiser les coûts), augmentation faramineuse des prix, scandales et condamnations en cascade, activation du déséquilibre Nord-Sud, rentrées nettes pour les états négligeables, voire négatives : les biens publics ont été bradés à vil prix, le pillage étant maquillé en réforme nécessaire supposée pallier aux manques des services publics, médiatiquement lynchés et décrétés a priori incompétents et corrompus.

Ab. BUSONI

Ce texte a fait l'objet d'un exposé au Beursschouwburg le 20 février 2005, au cours d'une action organisée par le BRussells Tribunal contre la visite de Bush en Belgique.

Nous avons tous crié « pas de sang pour le pétrole », mais cela fait longtemps que pétrole et sang coulent ensemble. Depuis la trahison du monde arabe par les Français et les Britanniques lors de la chute de l'empire turc en 1917 jusqu'à la guerre actuelle, en passant par le soutien constant accordé à l'Arabie Saoudite et à Israël, la guerre du Golfe de 1991 et l'embargo imposé à l'Irak, la politique occidentale a été dominée par le pétrole et a fait couler beaucoup de sang. En 1945, le département d'Etat américain qualifiait les réserves de l'Arabie Saoudite de « prodigieuse source de puissance stratégique » et de « plus grande valeur matérielle de l'histoire mondiale »<sup>(1)</sup>. A l'époque, les Américains étaient au moins sincères.

Aujourd'hui, tout le monde semble se réjouir du remplacement de la dictature de Saddam Hussein par ce qu'ils appellent la démocratie en Irak, comme si adversaires et partisans de la guerre admettaient tous que le Pentagone a, en fin de compte, fait quelque chose de bien. Dorénavant, toute résistance armée face à l'occupant américain sera dénoncée comme étant anti-démocratique.

Je voudrais réagir face à cette unanimité, et brièvement aborder trois questions qui préoccupent le mouvement anti-guerre : la question de la violence, celle des élections et de la démocratie et finalement celle de l'espoir dans l'avenir.

Premièrement, dans sa lutte d'émancipation, le tiers monde n'a pas produit que des "Saddams" : Ho Chi Minh, Mao Tse Tung et Chou en Lai, Gandhi et Nehru, Martin Luther King et Malcolm X, Lumumba, Arafat, Ben Bella, Ben Barka, Nasser en Egypte, Mossadegh en Iran, Arbenz au Guatemala, Goulart au Brésil, Juan Bosch en République Dominicaine, Allende au Chili, Fidel Castro à Cuba, Amilcar Cabral en Gui-

# Quelques remarques sur la violence, la démocratie et l'espoir

née, les Sandinistes au Nicaragua, Soekarno en Indonésie, ou Othelo de Carvalho au Portugal, tous, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires, socialistes ou nationalistes, croyants ou athées, qu'ils utilisent ou non la violence, ont été, eux ou leur pays, à un moment ou un autre, comme Saddam Hussein, subvertis, démonisés, envahis, mis en prison ou assassinés par l'Occident<sup>(2)</sup>. Mandela est aujourd'hui traité en héros, mais il ne faut jamais oublier qu'il a été mis 27 ans en prison avec la complicité de la CIA.

Lorsque le tiers-monde tente de se libérer par des moyens essentiellement pacifiques et démocratiques, qu'il s'agisse des Palestiniens pendant la période d'Oslo, d'Allende, des Sandinistes, ou aujourd'hui de Chavez au Venezuela, on leur vole leurs terres et on les subvertit de mille façons. Quand ils se révoltent de façon violente, qu'il s'agisse de Castro, des kamikazes palestiniens, ou de la résistance irakienne aujourd'hui, la machine à démoniser se met en route et les humanistes occidentaux poussent des cris d'indignation.

Il serait fort aimable de la part des oppresseurs de dire une fois pour toutes aux opprimés quelles armes ils estiment qu'ils ont le droit d'utiliser pour se défendre.

## Choix des armes

C'est une vieille histoire, celle de la violence révolutionnaire qui répond à la violence contre-révolutionnaire, mais qui ne la précède pas ; c'est aussi toute notre histoire, celle de la Commune de Paris, de la Révolution russe, de la guerre d'Espagne, de la lutte contre le fascisme et de la décolo-

nisation.

Venons-en aux élections. L'invocation rituelle de la démocratie et des droits de l'homme comme justification de la domination impériale est aujourd'hui le véritable opium des intellectuels, opium qui leur permet de s'illusionner sur la réalité du monde. Imaginons par exemple que l'Ukraine soit occupée par des troupes russes et que des élections y soient organisées, sans observateurs indépendants, sans presse libre et avec des candidats approuvés par l'occupant. Imaginons de plus que l'élection soit vendue à la population par des dirigeants religieux comme un moyen de récupérer leur souveraineté, bien que d'autres opposants à l'occupation recommandent le boycott de ces élections. Je doute fort que, dans de telles circonstances, un taux de participation soi disant élevé, mais incontrôlable<sup>(3)</sup>, serait vu en Occident comme un immense "merci" adressé aux occupants. Or cette expression est exactement celle utilisée par une journaliste américaine<sup>(4)</sup> à propos des élections en Irak et résume bien le point de vue de ceux qui considèrent ces élections comme une victoire de la démocratie. Autre exemple : qui, parmi ceux qui célèbrent chez nous la liberté de la presse, s'indignera parce que celle-ci, concentrée entre des mains de plus en plus restreintes, est arrivée à convaincre, à la veille de l'élection présidentielle, 50 % des Américains que l'Irak était lié à Al Qaida, thèse qui est probablement l'une des mieux réfutées de toute l'histoire humaine<sup>(5)</sup> ? Finalement, la CIA vient de publier un rapport disant que l'Irak n'avait plus d'armes chimiques depuis 1991<sup>(6)</sup>. Ce qui revient à admettre, *mezzo voce*, que l'embargo

génocidaire contre le peuple irakien était en fait totalement illégitime. On se souviendra que Madeleine Albright, secrétaire d'Etat sous le démocrate Clinton, déclarait que, même s'il entraînait la mort de 500.000 enfants, cet embargo en valait la peine<sup>(7)</sup>. On peut douter qu'une quelconque organisation de défense des droits de l'homme ne relève ces faits.

## Deux superpuissances

Abordons finalement la question de l'espoir. En 1991, avec la chute de l'URSS, son incertain protecteur, le tiers monde semblait être à genoux. On pouvait rêver d'éliminer la résistance palestinienne à travers les accords d'Oslo. Le mécanisme de l'endettement pouvait être mis au service d'un hold-up gigantesque sur les matières premières et les industries du Sud. Néanmoins, l'espoir est en train de changer de camp. Le *New York Times* admettait, après les manifestations contre la guerre de février 2003, qu'il existe encore, après tout, deux superpuissances : les États-Unis et l'opinion publique mondiale, qui s'oppose à leur politique<sup>(8)</sup>. L'arme de la critique refait surface contre la force des armes et nul ne peut prédire où cela nous mènera. En Amérique Latine, les illusions néolibérales ont fait long feu et le système néo-colonial y fait eau de toute part. La résistance des Irakiens ébranle depuis deux ans les certitudes de la partie du monde qui se croit civilisé. En immobilisant, même temporairement, l'armée américaine, et en mettant en doute son invincibilité, les Irakiens, comme les Vietnamiens dans le temps, luttent et meurent pour l'humanité entière.

Finalement, regardons l'histoire sur le long terme : au début du 20<sup>ème</sup> siècle, toute l'Afrique et une partie de l'Asie étaient entre les mains des puissances européennes. Les empires russes, chinois et ottomans étaient impuissants face aux ingérences occidentales. L'Amérique Latine était envahie encore plus souvent qu'aujourd'hui. A Shanghai, les Anglais contrôlaient un parc dont ils interdisaient l'accès « aux chiens et aux Chinois ». Si tout n'a pas changé, au moins le colonialisme a été jeté, au prix de millions de morts, dans les poubelles de l'histoire (à l'exception de la Palestine). C'est cela qui constitue sans doute le plus grand progrès social de l'humanité au 20<sup>ème</sup> siècle. Les gens qui veulent faire renaître le système colonial en Irak, même avec ce que Lord Curzon appelait, à l'époque de la monarchie contrôlée par les Britanniques, une « façade arabe », rêvent tout éveillés. Le 21<sup>ème</sup> siècle sera celui de la lutte contre le néo-colonialisme, comme le 20<sup>ème</sup> a été celui de la lutte contre le colonialisme.

Dans la mesure où le progrès de la majorité de l'humanité est lié aux défaites européennes dans les conflits coloniaux, un point de vue étroitement eurocentriste nous pousse à voir l'évolution du monde en terme de décadence, ce qui est sans doute une des raisons profondes du pessimisme qui domine chez tant d'intellectuels occidentaux. Mais une autre vision des choses est possible : pendant toute la période coloniale, nous, les Européens, avons pensé que nous pouvions dominer le monde par la terreur et par la force. Le sentiment absurde de notre supériorité et notre volonté d'hégémonie nous

ont amené à nous entretenir, et avec nous une partie du reste du monde, au cours des deux guerres mondiales. Tous ceux qui préfèrent la paix à la puissance et le bonheur à la gloire devraient remercier les peuples colonisés de leur mission civilisatrice : en se libérant de notre joug, ils nous ont rendu, nous les Européens, plus modestes, moins racistes et plus humains. Pourvu que cela continue et que les Américains finissent par être forcés de suivre cette voie.

Jean BRICMONT

<sup>(1)</sup> Voir Noam Chomsky: *Dominer le monde ou sauver la planète ? L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*. Traduit par Paul Chemla. Fayard, Paris, 2004, chapitre 6.

<sup>(2)</sup> Voir William Blum, *L'Etat voyou et, du même auteur, Les guerres scélérates*, Parangon, pour une description détaillée des interventions américaines depuis la guerre.

<sup>(3)</sup> Sur le site israélien Debka, on peut lire que « DEBKAfile's Iraq experts reveal that, while the turnout is officially estimated at 60%, the real figure will probably turn out to be quite a bit lower, no more than 40-45% - in itself an exceptional feat... The Shiite turnout was disappointing in other ways too. Long queues and 80% percentage of eligible voters appeared only in the two shrine cities of Najef and Karbala. Further south in the densely populated Diwanya, Mussana, Qadasiya and Amara, the proportion did not go beyond 40%. In Basra, Iraq's second largest town, the turnout was 32-35%, although Iraqi election officials claimed 90%. (voir <http://www.debka.com/article.php?aid=974>)

<sup>(4)</sup> Betsy Hart, écrivant pour le Scripps Howard News Service ; citée par Naomi Klein, *Sorry George, but Iraq has given you the purple finger*, The Guardian , 12 février 2005

<sup>(5)</sup> Voir *Americans and Iraq on the Eve of the Presidential Election*, A PIPA/KN Study, sur le site <http://www.pipa.org/> du Program on International Policy Attitudes (PIPA). D'après cette étude, 54 % des Américains pensaient, à la veille de l'élection, que l'Irak avait des armes de destruction massive.

<sup>(6)</sup> Voir *A report, the first of its kind, says Baghdad ended its chemical weapons program in '91*, Greg Miller, Times Staff Writer, February 1, 2005, <http://207.44.245.159/article7938.htm>.

<sup>(7)</sup> Emission "Sixty Minutes" (CBS) du 12 mai 1996.

<sup>(8)</sup> Patrick Tyler, *New York Times*, 17 février 2003.